

Opération en cours contre Cuba



Par Arthur Gonzalez -17 juillet, 2023

Opération en cours contre Cuba

Image par Razones de Cuba

Dans le but d'entraver le développement du prochain Sommet entre l'Union européenne et la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) qui se tiendra en Belgique entre le 17 et le 19 juillet 2023, de tenter d'annuler l'Accord de dialogue politique et de coopération signé par l'Union européenne (UE) et Cuba en 2016, ainsi que le retrait des financements que le bloc européen alloue à l'île, le gouvernement des États-Unis a approuvé une nouvelle opération subversive pour atteindre ses intérêts et condamner Cuba.

Le Département d'État participe à cette opération, avec sa machinerie créée pour fabriquer des campagnes médiatiques, des pressions et du chantage sur d'autres pays pour qu'ils développent le scénario qu'ils inventent, et pour qu'il soit répété par les groupes anti-cubains financés avec l'argent donné par l'USAID et la NED.

Des officiers de la CIA en poste en Europe et en Amérique latine sont présents dans cette opération et guident leurs collaborateurs pour qu'ils mènent différentes actions.

Il y a quelques jours, la presse au service des intérêts yankees a commencé à publier des articles pour commémorer le 23e anniversaire de l'échec du coup d'État doux organisé par les États-Unis le 11 juillet 2021, ce qu'elle n'avait pas fait l'année dernière avec autant de fanfare, ce qui nous permet d'assurer que cette célébration de la défaite vise le sommet susmentionné, en vue de diaboliser la révolution cubaine et son président.

En prélude à ce qu'ils ont l'intention de faire à Bruxelles, il y a eu la honteuse résolution du Parlement européen contre Cuba, pleine de mensonges et de fausses accusations, pour donner du matériel à la presse payée par Washington.

Preuve de la position révoltante des parlementaires européens, face aux plus de 60 assassinats et à la répression brutale menée par les forces de police du Pérou lors des manifestations contre le coup d'État perpétré contre le président constitutionnel Pedro Castillo, ce Parlement "soucieux" des droits de l'homme est totalement silencieux, tout comme il l'a été lors des massacres commis par les auteurs du coup d'État en Bolivie.

Les parlementaires européens "concernés" qui s'en prennent toujours à Cuba, au Venezuela et au Nicaragua gardent toujours un silence total face aux exactions commises en France contre les travailleurs et plus récemment contre les jeunes qui réclament justice pour le meurtre d'un jeune de 17 ans par un policier lors d'un contrôle routier.

Les parlementaires européens ne considèrent-ils pas que les personnes assassinées ou sauvagement réprimées au Pérou, en Bolivie et en France sont des êtres humains dotés de droits ?

Des images similaires n'ont jamais été vues à Cuba, et la campagne médiatique est si grossière que des photos de manifestations de soutien à la révolution sont publiées dans la presse, comme s'il s'agissait d'opposants au gouvernement, et certaines montrent même le vice-président de l'Assemblée nationale et d'autres dirigeants cubains.

Il n'y a pas de déontologie dans les journaux qui se prêtent à des croisades anti-cubaines.

Où sont les prétendus torturés, disparus et morts que les hypocrites parlementaires européens prétendent qu'il y a à Cuba ?

Les seuls qui ont existé l'ont été sous la tyrannie de Fulgencio Batista, soutenu par Washington jusqu'en 1958 et qui n'a jamais été sanctionné ni inculpé pour les nombreux crimes commis.

Pourquoi le Parlement européen n'exige-t-il pas la libération du journaliste Julian Assange, injustement détenu pour avoir divulgué la vérité sur les crimes commis par les États-Unis lors de leurs invasions injustifiables en Irak et en Afghanistan et sur les mauvais traitements qu'il subit dans une prison au Royaume-Uni ?

Ils ne demandent pas non plus aux États-Unis de libérer les centaines d'enfants emprisonnés dans des prisons pour adultes, ni ne les condamnent pour avoir exécuté la peine de mort sur des mineurs, ce qui n'arrive que dans le pays de la "liberté et de la démocratie".

Pourquoi le Parlement européen n'exige-t-il pas des sanctions à l'encontre des présidents yankees responsables de tant de morts innocentes causées lors de leurs invasions et des détenus, sans procès et torturés, dans la prison illégale de la base navale yankee de Guantanamo Bay ?

Israël bombarde, assassine et détient constamment des enfants palestiniens et les parlementaires européens "très préoccupés" ne condamnent jamais ces crimes. Les Palestiniens ne méritent-ils pas de bénéficier de la solidarité des Européens ?

Des parlementaires hypocrites et mercenaires au service de la puissance impériale qui a accumulé des millions de morts au cours de l'histoire.

Le scénario écrit à Washington est celui que ces parlementaires gloussent comme des poules savantes, lorsque sont rendus publics les liens que nombre d'entre eux entretiennent avec des officiers de la CIA et des diplomates en poste à l'ambassade des États-Unis à Bruxelles et au Luxembourg.

Tout ce mouvement, financé par l'argent des États-Unis, consiste à fabriquer une fausse image de Cuba, parce qu'ils ne se résignent pas à voir un pays qui, bien que soumis à tant de lois et de sanctions visant à étrangler son économie, résiste stoïquement et n'abandonne pas, une position reconnue par les peuples du monde qui admirent son exemple et aident les Cubains par solidarité.

L'arrogance et la haine à l'égard de Cuba sont tellement excessives que les États-Unis viennent de mettre en œuvre une politique spéciale visant à empêcher les Européens et d'autres étrangers de se rendre sur l'île, preuve qu'ils ne cherchent qu'à empêcher la reprise de l'économie et à accroître les difficultés du peuple cubain.

Cette politique spéciale consiste à ne pas permettre l'utilisation du Programme d'exemption de visa (VWP) ou du visa ESTA pour entrer aux États-Unis si une personne de nationalité espagnole a visité Cuba depuis janvier 2021, y compris les ressortissants cubano-espagnols, parce qu'ils ont la double nationalité, qui sont obligés de demander un visa auprès des consulats américains.

Cette nouvelle mesure concerne les citoyens espagnols et ceux d'autres nationalités appartenant à l'Union européenne (UE), ainsi que les Chiliens, en d'autres termes, les citoyens de 40 pays qui font partie du VWP et pour autant qu'ils aient visité l'île depuis le 12 janvier 2021.

Il s'agit là d'une tentative désespérée d'asphyxier l'économie cubaine et de tarir la source d'argent que représente le tourisme.

Pourquoi les parlementaires européens, laquais des Yankees, ne publient-ils pas une résolution condamnant cette violation totale des droits des citoyens européens et chiliens ?

Le rejet mondial de la guerre économique, commerciale et financière des États-Unis contre la petite et courageuse Cuba s'amplifie, car ses failles sont connues de tous ceux qui sont conscients de la politique de pillage menée par les Yankees depuis le XVIIIe siècle.

Cuba est victime de ces actions depuis 64 ans et, au grand dam des Yankees, elle continue à se battre, car les Cubains connaissent parfaitement l'histoire, depuis le dynamitage du cuirassé Maine dans la baie de La Havane, pour servir de prétexte à l'intervention dans la guerre des Mambises (indépendantistes cubains) contre l'Espagne ; la politique de la Destinée Manifeste ou des Fruits Mûrs ; les accords de Paris dont les Cubains étaient exclus ; l'imposition de l'exécrable amendement Platt ; l'outrage à la statue de José Martí par les marines yankees ; l'invasion mercenaire de la Baie des Cochons, les centaines d'actes terroristes et les complots d'assassinat contre Fidel Castro.

À Cuba, la pensée de Martí est toujours présente et c'est pourquoi, comme il le disait lui-même :

"Une fois que l'on a joui de la liberté, on ne peut plus s'en passer".

Source "Razones de Cuba" (Les raisons de Cuba)

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/328667-operation-en-cours-contre-cuba>



Radio Habana Cuba